

Nigeria

Entre deux eaux

Avec l'Égypte et l'Afrique du Sud, le Nigeria fait partie des trois grandes puissances économiques et démographiques du continent. Pays le plus peuplé d'Afrique, il représente en effet un marché en plein développement, avec 140 millions d'habitants en 2006. En outre, il dispose des plus grosses réserves de pétrole en Afrique noire, au dixième rang mondial, bien avant l'Angola, son « compétiteur » le plus direct au sud du Sahara. La découverte d'importants gisements de gaz naturel lui offre également de belles perspectives à l'exportation. En dépit des troubles qui entravent l'extraction d'hydrocarbures dans la région pétrolière du delta du Niger, le Nigeria reste le 15^e producteur mondial de pétrole (en 2008), le dixième pour ce qui est des exportations (en 2006). En 2008, il était ainsi le cinquième fournisseur de pétrole des États-Unis, le huitième de la France.

Une transition démocratique inachevée

Aussi convient-il d'analyser les tribulations politiques de la scène locale au regard de cet arrière-plan stratégique qui affecte non seulement les pays de la région, mais aussi les marchés mondiaux, notamment le prix du baril. Depuis la fin de la dictature militaire en 1999, le Nigeria connaît un processus de transition « démocratique » inachevé, d'abord sous la coupe du président Olusegun Obasanjo jusqu'en 2007,

puis de son successeur désigné, Umaru Musa Yar'Adua, qui, malade, a été remplacé au pied levé par son vice-président Goodluck Jonathan début 2010. La Quatrième République est théoriquement un régime civil, mais le gouvernement comprend un grand nombre de militaires à la retraite. De plus, il n'a réussi à maîtriser aucun des grands maux qui ravagent le pays : corruption, sous-développement des services publics, défaillances structurelles du réseau électrique, fortes tensions régionales, violence politique, criminalité endémique, etc. Au contraire, la compétition pour le pouvoir continue à se caractériser par des pratiques affairistes qui consistent à se partager les prébendes de l'État à coups de contrats ou de « cadeaux » divers et variés. Jamais à court d'humour, les Nigériens parlent à ce propos de *democracy* (« démocratie folle ») et de *godfatherism*, une notion qui fait référence au « parrainage mafieux » des élus de la nation par des « investisseurs » sans scrupule.

Entachées de nombreuses fraudes, les élections sont symptomatiques à cet égard. En 2007, les résultats étaient ainsi connus avant le scrutin car les primaires du parti au pouvoir, le Parti démocratique populaire (PDP), avaient désigné un candidat dûment choisi par Olusegun Obasanjo, à savoir Umaru Musa Yar'Adua. Plutôt que de promouvoir les responsables politiques en fonction de leurs mérites, le jeu des alliances régionales obéit en outre à un

principe dit de *zoning*, qui n'est pas écrit dans la Constitution et qui établit une règle informelle de rotation entre des présidents musulmans du Nord et chrétiens du Sud. En 2010, la mort prématurée d'Umaru Musa Yar'Adua a certes perturbé cette prescription. En effet, il était entendu que ce dernier, un Haoussa-Peul de l'extrême Nord, devait soit être réélu en 2011, soit passer la main à un autre musulman, car Olusegun Obasanjo, un Yorouba chrétien du Sud-Ouest, avait déjà effectué deux mandats de quatre ans. Le remplacement d'Umaru Musa Yar'Adua par un vice-président chrétien et ijaw de la région pétrolifère du Bayelsa, Goodluck Jonathan, a donc ouvert une nouvelle période d'incertitudes. Selon toutes probabilités, un musulman du Nord devrait être élu pour le compte du PDP en 2011. Il est également possible que Goodluck Jonathan décide de se présenter en quittant le parti dominant qui refuserait d'endosser sa candidature. Au cas où la situation viendrait à s'envenimer, un retour des militaires au pouvoir n'est pas non plus totalement à exclure.

En attendant, le gouvernement n'a résolu aucun des grands problèmes qui agitent le Nigeria à propos des malversations de la classe dirigeante, du développement des services publics ou du mode fédéral de partage des ressources pétrolières, sans même parler de la paupérisation d'une bonne partie de la population. Dans les régimes civils comme militaires, la lutte contre la corruption a surtout servi à éliminer les dissidents internes et l'opposition parlementaire. Sous prétexte d'assainir la classe dirigeante, le président Obasanjo a ainsi ciblé ses anciens alliés devenus ses principaux rivaux, à commencer par son vice-président Atiku Abubakar. Umaru

Musa Yar'Adua, quant à lui, a abandonné les poursuites entamées contre les anciens gouverneurs du Rivers et du Delta, deux États riches en pétrole et réputés pour le niveau record qu'y atteignent les détournements de fonds. Chantre de la lutte anticorruption, le responsable de la Commission contre les crimes financiers, Nuhu Ribadu, a même dû partir en exil aux États-Unis. Résultat, la classe politique nigériane continue à entretenir une culture de l'impunité qui n'incite pas les actuels gouverneurs à rompre avec les pratiques frauduleuses de leurs prédécesseurs, dont ils sont précisément les « protégés » en vertu de la loi du *godfatherism*. Dans la région pétrolifère du Delta, la conséquence en est aussi que le détournement des richesses pénalise le développement des services publics de base et entretient la frustration de la population et des rebelles.

Outre la réforme du secteur pétrolier, le mode de partage des ressources reste d'ailleurs un point de contentieux majeur au niveau fédéral. Sur le plan politique, deux visions s'opposent en la matière. Mise en place par les militaires au sortir de la guerre du Biafra, avec les lois pétrolière et foncière de 1969 et 1978, la première cherche à garantir le caractère unitaire du pays en privilégiant un système de péréquation selon lequel les États les plus riches financent le développement des plus pauvres au sein de la fédération nigériane. Favorable aux régions productrices de pétrole dans la zone du Delta, la seconde préconise en revanche une décentralisation du pouvoir et s'appuie sur un principe de dérivation en vertu duquel les États fédérés devraient contrôler les revenus des richesses de leur sous-sol, quitte à en redistribuer une petite partie au gouvernement fédéral

à Abuja. La question s'avère d'autant plus importante que des rebelles ont décidé de prendre les armes pour défendre les droits des Ijaw du Delta en bloquant une partie de la production pétrolière qui alimente l'essentiel des caisses de l'État.

Des défis à la taille d'un pays gigantesque

Ainsi, les défis qui attendent le gouvernement de Goodluck Jonathan et de ses successeurs sont immenses. En effet, il ne s'agira pas seulement d'assainir et de réformer la classe politique, le secteur financier et l'industrie pétrolière, mais aussi de répondre aux contestations régionalistes, voire sécessionnistes, qui s'expriment par la lutte armée. La zone du Delta, avec le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND), retient en l'occurrence l'attention car les attaques des insurgés ont des répercussions directes sur les niveaux de production pétrolière. Leur capacité de nuisance a donc une incidence sur les revenus de l'État autant que sur les prix du baril et l'approvisionnement des pays riches. Le MEND n'est cependant pas le seul groupe organisé qui menace l'intégrité de la fédération nigériane. Dans le Sud-Est où se déroula la guerre du Biafra entre 1967 et 1970, le Mouvement pour l'actualisation de l'État souverain du Biafra (MASSOB) réclame l'indépendance du pays ibo et maintient la tension dans des villes comme Onitsha ou Aba. Dans le Sud-Ouest, les milices du Congrès du peuple oodoua (OPC) défendent quant à elles la cause de l'autonomie des Yorouba, même si elles ont beaucoup perdu de leur virulence depuis le début des années 2000, lorsqu'elles combattaient

ouvertement la police et les minorités non allogènes de l'agglomération de Lagos. Dans le Nord, encore, plusieurs mouvements islamistes continuent à contester la laïcité de l'État et à revendiquer une application intégrale du droit coranique, la charia, en vue d'instaurer un califat ou une république islamique.

Derniers en date, les Talibans ont ainsi fait l'objet d'une féroce répression de l'armée qui a provoqué des centaines de morts en juillet 2009 dans les régions du Borno et du Bauchi au Nord-Est du pays en direction du Tchad. Également connus sous le nom de Mujahideen (*Al Sunna Wal Jamma*) ou de secte Boko Haram (un terme local qui disqualifie « l'éducation occidentale comme un péché »), ces groupes insurgés répondent à des logiques endogènes et n'entretiennent pas de liens avec Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Leur récurrence inquiète évidemment les pouvoirs publics... et les services occidentaux, à commencer par les États-Unis, qui ont vainement pressé Abuja de se joindre à la guerre contre le terrorisme en acceptant le principe d'un commandement militaire américain sur le continent africain.

D'une manière générale, le gouvernement nigérian paraît quelque peu débordé par les différents types de groupes qui contestent son autorité et sa légitimité, qu'il s'agisse de milices religieuses comme les Hisbah à Kano, de patrouilles d'autodéfense comme les Bakassi Boys à Aba, de mouvements ethniques comme l'OPC à Lagos ou de sociétés secrètes de *cultists* comme les Vikings à Port Harcourt. Outre le banditisme de grand chemin et la criminalité quotidienne en milieu urbain, le pays connaît de nombreux autres foyers

de tension qui sont plutôt d'ordre foncier. Il n'est qu'à regarder la longue liste des affrontements à répétition que recense l'Observatoire de la violence au Nigeria entre éleveurs et cultivateurs dans les États du Taraba ou de la Benue, ou entre chrétiens et musulmans de Jos dans la Middle Belt, la « ceinture centrale » du pays, à l'interface entre les aires d'influence islamique du Nord et chrétienne du Sud (*Nigeriawatch.org*).

De là à imaginer que le Nigeria est promis à l'implosion, il y a cependant un pas que l'on ne saurait franchir. Il y a quelque temps, un rapport en ce sens du département d'État américain avait d'ailleurs provoqué la fureur des autorités en prédisant un éclatement de la fédération nigériane d'ici une vingtaine d'années. Plusieurs éléments laissent à penser qu'il n'en sera rien. Encore bien présents dans les esprits, d'abord, le traumatisme de la guerre du Biafra et la défaite qui s'ensuivit pour les Ibo dissuadent les plus radicaux de renouer avec des tentatives de sécession vouées à l'échec : ni le MASSOB, ni le MEND, ni l'OPC ne peuvent raisonnablement espérer obtenir l'indépendance. Implantés à travers tout le pays, les milieux d'affaires ibo n'ont quant à eux pas intérêt à vouloir

démanteler ce formidable marché commun que représente le Nigeria. Autre facteur d'unité, enfin, le système fédéral a morcelé les contre-pouvoirs régionaux. À l'indépendance, le Nigeria n'était constitué que de trois régions qui ne commerçaient quasiment pas entre elles. Aujourd'hui, il est composé de 36 États dont les interdépendances sont beaucoup plus développées. Les militaires jacobins au pouvoir de 1966 à 1979 n'ont d'ailleurs pas été pour rien dans ce processus de fragmentation. Non sans raison : objectivement, il est plus difficile de faire sécession à un contre 35 plutôt qu'à un contre deux !

M.-A. P. de M.

Pour en savoir plus

- Ariweriokuma, S. (2008), *The Political Economy Of Oil And Gas In Africa: The Case of Nigeria*, Londres, Routledge.
- Falola, T. et M. Heaton (2008), *A History of Nigeria*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Harnischfeger, J. (2008), *Democratization and Islamic law: The Sharia Conflict in Nigeria*, Frankfurt, Campus Verlag.
- Pérouse de Montclos, M.-A. (2009), *Des Transitions démocratiques dans l'impasse : vers un nouveau régime politique en Afrique subsaharienne 7*, Paris, Ifri, Études de l'Ifri.

Pérouse de Montclos Marc-Antoine. (2010)

Nigeria : entre deux eaux

In : Montbrial T. de (dir.), Moreau Defarges P. (dir.) Ramses
2011 : rapport annuel mondial sur le système économique et
les stratégies : un monde post-américain ?

Paris : IFRI ; Dunod, 242-245. ISBN 978-2-10-054976-4